

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44036 Nantes Cedex 2

Nantes, le 20/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ATLANTIC TERRES SOLUTIONS

La Clarté
44410 Herbignac

Références : SRNT-2025-0030-RAP
Code AIOT : 0006310797

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/10/2024 dans l'établissement ATLANTIC TERRES SOLUTIONS implanté ZIP de Cheviré Rue de l'Ile aux Moutons 44000 Nantes. L'inspection a été annoncée le 23/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées. Elle a porté sur la traçabilité des déchets et terres excavées pris en charge sur le site (action nationale 2024), sur la cohérence des données contenues dans les bases de données permettant d'assurer cette traçabilité et la partie déchets de la déclaration GEREPE de l'année 2023 ainsi que sur les conditions d'admission des déchets et terres excavées sur le site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ATLANTIC TERRES SOLUTIONS
- ZIP de Cheviré Rue de l'Ile aux Moutons 44000 Nantes
- Code AIOT : 0006310797

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site ATLANTIC TERRES SOLUTIONS (ATS) est une plateforme en fonctionnement depuis 4 ans permettant :

- l'accueil de déchets inertes pour l'élaboration de graves et cailloux calibrés,
- le tri, transit, regroupement, traitement et valorisation de terres et matériaux potentiellement impactés.

Les installations sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 29 juin 2020. Une plateforme de transit et regroupement de déchets d'amiante conditionnés est autorisée par cet arrêté mais elle n'a pas été mise en place faute de gisement. A noter également que le traitement des terres polluées par biopile associé à un traitement d'air n'a pas encore été installé sur le site. Seul le traitement des terres polluées par biotertre, avec retournement mécanique régulier des andains, est réalisé sur le site.

Thèmes de l'inspection :

- Action nationale 2024 Trackdéchets RNDTS
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 II	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Admission des déchets	Arrêté Préfectoral du 29/06/2020, article IX.4.3 1)	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets	Code de l'environnement du 24/11/2022, article R. 541-45	Sans objet
2	Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national	Code de l'environnement du 30/03/2021, article R. 541-43	Sans objet
3	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 10	Sans objet
6	Admission des déchets	Arrêté Préfectoral du 29/06/2020, article IX.4.3 2)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, l'inspection n'a pas fait de constat nécessitant des actions correctives de la part de l'exploitant. La traçabilité des déchets est correctement assurée au travers des outils internes mis en place sur le site.

L'exploitant doit toutefois veiller à la cohérence des données saisies dans les différents outils de traçabilité internes et externes à savoir Trackdéchets, les registres (RNDTS et registres internes) et la déclaration GEREP.

Enfin, des éléments de justification doivent être apportés concernant certains déchets dangereux produits et/ou traités sur site.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/11/2022, article R. 541-45
Thème(s) : Actions nationales 2024, Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets
Prescription contrôlée : I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée « système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ». Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. Lorsqu'une transformation ou un traitement aboutit à produire des déchets dont la provenance reste identifiable, l'auteur du traitement informe l'expéditeur initial des déchets de leur destination ultérieure en complétant le bordereau électronique.
Constats : Atlantic Terres Solutions (ATS) utilise Trackdéchets pour les déchets dangereux et les déchets non dangereux en entrée et en sortie de son site. Deux fiches établissement ont été générées via la base de données Trackdéchets : - 1 concernant l'année 2023, - 1 portant sur la période allant du 01/01/2024 au 08/10/2024. Les fiches comportent les données sur les déchets qui sont obligatoirement tracés via Trackdéchets à savoir : <ul style="list-style-type: none">• les déchets dangereux ;• les déchets non dangereux dont la traçabilité n'est pas obligatoire mais qui ont fait l'objet d'une dématérialisation dans l'outil, ainsi que les données déclarées dans le registre national déchets, terres excavées et sédiments (RNDTS) dont les terres excavées contenant des substances dangereuses ou n'en contenant pas qui sont admises sur le site en tri/transit/regroupement ou pour traitement et valorisation. Les constats suivants peuvent être faits concernant Trackdéchets : - pour les déchets dangereux : <ul style="list-style-type: none">• le niveau d'utilisation de Trackdéchets est en augmentation en 2024 par rapport à 2023 : 95 bordereaux de suivi des déchets dangereux (BSDD) émis et 213 reçus sur l'année 2023 - 144 BSDD émis et 209 reçus du 01/01 au 08/10/2024 ;

- le tonnage correspondant est de 5 155 t entrantes et 2 887 t sortantes sur 2023 et 5 282 t entrantes et 4 319 t sortantes du 01/01 au 08/10/24 ;
- pour les déchets non dangereux (DND), des BSD ont également été émis et reçus : 268 émis et 203 reçus en 2023, 525 émis et 148 reçus du 01/01 au 08/10/24 représentant 5 532 t entrantes et 7 762 t sortantes en 2023 et 3 754 t entrantes et 14 772 t sortantes en 2024 ;
- pour les terres excavées : l'activité semble avoir diminué en 2024, 1 109 déclarations pour les entrants et 892 pour les sortants sur 2023 (représentant 28 416 t de terres entrantes et 25 987 t de terres sortantes), 304 déclarations pour les entrants et 401 pour les sortants sur la période de 2024 susmentionnée.

A noter qu'ATS incite ses clients à utiliser uniquement Trackdéchets (et non plus les bordereaux de suivi papier) y compris pour les déchets non dangereux.

Des vérifications par sondage sur les BSDD suivants ont été faites compte tenu des éléments, extraits du registre des déchets d'ATS ou des registres des producteurs ayant apporté des déchets chez ATS, qui indiquaient que les déchets correspondants étaient susceptibles de contenir des PCB (déchets concernant 4 producteurs différents) :

- producteur situé à Cordemais (44) : BSD-20231214-YRS097EY8 (23D-034936), BSD-20231213-YT79GTE9B (23D-034932), BSD-20231214-M6EATXT1H (23D-034933), BSD-20231213-W2H10CXAN (23D-034920), BSD-20231214-4E68PZFJ1 (23D-034935), BSD-20231213-4ZP3D2CHM (23D-034918),
- producteur situé à Acigné (35) : BSD-20240419-PCZDWHE28 (S0399 - 16408197.1.1 - 1)
- producteur situé à Grez-en Bouère (53) : BSD-20231215-FQ14712GR (S301-S0033926), BSD-20231221-6F37ED4E3 (S301-S0034068), BSD-20240103-YTVT2WS54 (S301-S0034116), BSD-20240716-MJJMJFS98 (S301-S0037836),
- producteur situé à Saint Malo (35) : BSD-20240109-MQAJPW3ZP (S0399 - 15421522.1.3 - 2) et BSD-20240108-7EYS6DQPE (S0399 - 15421522.1.1 - 1).

Les éléments trouvés sont détaillés dans le point de contrôle n°5. Après consultation lors de la visite des différents résultats des analyses réalisées soit par le producteur des terres, soit par ATS, il ressort que tous les lots concernés ont une teneur en PCB très inférieure à la valeur de 50 ppm définie dans la réglementation (art. R.543-17 du code de l'environnement : « *Sont soumis aux dispositions de la présente section les polychlorobiphényles, les polychloroterphényles, le monométhyl-tétrachloro-diphényl méthane, le monométhyl-dichloro-diphényl méthane, le monométhyl-dibromo-diphényl méthane, ainsi que tout mélange dont la teneur cumulée en ces substances est supérieure à 50 ppm en masse. Par abréviation, les substances précitées ainsi que tout mélange dont la teneur cumulée en ces substances est supérieure à 50 ppm en masse sont appelés PCB dans la présente section* »).

Type de suites proposées : Sans suite

N°2 : Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article R. 541-43

Thème(s) : Actions nationales 2024, Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national

Prescription contrôlée :

II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée « registre national des déchets », dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes : 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ; 2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ; 3° Les exploitants des

installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ; 4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ; 5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3. A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent. [...]

III.-Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des déchets n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I. Les données présentes dans le registre national des déchets demeurent accessibles à la personne les ayant transmises, de façon à ce qu'elle puisse les présenter aux autorités en charge du contrôle, à leur demande.

La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.

La transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments mentionné à l'article R. 541-43-1 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.

Constats :

Les registres 2023 et 2024 ont pu être générés via l'outil mis à disposition pour l'inspection des installations classées. Les données récupérées visent les déchets/terres dangereux/ses et les terres classées non dangereuses. Elles concernent les déchets entrants sur le site et les déchets sortants du site.

Atlantic Terres Solutions utilise donc bien le registre national déchets, terres excavées et sédiments. L'utilisation du registre a permis de faire le lien entre le registre d'un producteur de terres excavées et le registre d'ATS par l'intermédiaire du numéro de bordereau utilisé.

Selon l'exploitant, le délai de 7 jours après la réception ou le traitement des déchets pour la transmission par voie électronique de l'ensemble des données constitutives du RNDTS est difficile à respecter compte tenu des délais pour l'obtention des résultats des analyses effectuées (analyses EUROFINS) permettant de définir les opérations à réaliser sur les terres (tri et regroupement, criblage et/ou traitement biologique pour les terres polluées par des hydrocarbures).

L'exploitant dispose de son propre outil de traçabilité interne basé sur le numéro de CAP (certificat d'acceptation préalable) qui sert de référence pour chaque chantier et qui suit les terres excavées du chantier jusqu'au site.

Type de suites proposées : Sans suite

N°3 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, Rupture de traçabilité
Prescription contrôlée : <p>Les informations contenues dans les registres visés aux articles 1er et 2 du présent arrêté, tenus par les personnes exploitant des établissements réceptionnant et réexpédiant des déchets, assurent la traçabilité entre les déchets entrants et les déchets sortants.</p> <p>Les informations contenues dans les registres visés aux articles 6 et 7 du présent arrêté, tenus par les personnes exploitant des établissements réceptionnant et réexpédiant des terres excavées et sédiments, assurent la traçabilité entre les lots entrants et les lots sortants.</p> <p>Les établissements réalisant une transformation importante des déchets, des terres excavées ou des sédiments, ne permettant plus d'en assurer la traçabilité, sont exonérées des obligations de traçabilité spécifiées aux deux premiers alinéas, uniquement si l'arrêté préfectoral fixant les prescriptions d'exploitation de ces installations le prévoit.</p> <p>Les informations contenues dans les registres visés aux articles 1er et 5 du présent arrêté, tenus par les personnes qui traitent des substances ou objets qui sont des déchets afin qu'ils cessent d'être des déchets conformément à l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, y compris pour les terres excavées et sédiments ayant le statut de déchets, permettent d'assurer la traçabilité entre les déchets entrants et les substances ou objets ayant cessé d'être des déchets.</p>
Constats : <p>Un dossier de porter à connaissance a été déposé en juin 2023 et porte notamment sur une demande de rupture de traçabilité entre les déchets entrants et les déchets sortants du site, conformément à l'article 10 de l'arrêté du 31 mai 2021.</p> <p>Cette demande vise l'ensemble des terres et matériaux impactés reçus sur le site compte tenu des traitements réalisés sur le site.</p> <p>En effet, à leur arrivée sur le site, les terres et matériaux impactés issus d'un même chantier sont triés et regroupés pour constituer des lots (1 lot étant constitué d'une dizaine de camions, environ 300 t). Chaque lot fait l'objet d'un prélèvement pour analyse (utilisation du guide échantillonnage du BRGM). En fonction des résultats de ces analyses et des lots constitués, soit les terres ou matériaux repartent vers des installations de stockage de déchets inertes (ISDI) si leurs caractéristiques le permettent, soit ils sont criblés pour séparer les fines (qui concentrent a priori la pollution) des autres fractions puis si nécessaire, ils subissent un traitement biologique sur site. Les filières utilisées sont :</p> <ul style="list-style-type: none">• l'élimination en ISDI,• la valorisation en couverture des installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND),• l'élimination en installation de stockage de déchets dangereux (ISDD) pour les fractions les plus polluées n'ayant pu faire l'objet d'un traitement,• le traitement en cimenteries.
Type de suites proposées : Sans suite

N°4 : Déclaration GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 II
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration annuelle de la production et du traitement de déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/an. [...] <p>Cette déclaration comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée ; - la quantité par nature du déchet ; - le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ; - le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV.
<p>Constats :</p> <p>La déclaration GEREP pour l'année 2023 a été réalisée par ATS. L'exploitant n'a pas utilisé la possibilité offerte depuis 2024 de téléverser automatiquement les données de Trackdéchets dans GEREP ce qui a fait que des différences ont été constatées entre les 2.</p> <p>A noter des erreurs dans cette déclaration :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le code de l'opération de traitement utilisé, que ce soit pour les déchets produits et expédiés ou pour les déchets reçus et traités, est systématiquement le même à savoir R12 (échange de déchets en vue de les soumettre à l'une des opérations numérotées R1 à R11) quel que soit le traitement réalisé (traitement biologique sur site, élimination en installation de stockage, traitement en cimenterie, ...) ; - des déchets entrants classés 20 03 06 (déchets provenant du nettoyage des égouts) sont déclarés dans Trackdéchets et pas dans GEREP et aucun déchet de ce type n'est déclaré comme sortant du site que ce soit sur 2023 ou 2024 ; - dans la déclaration GEREP, des déchets dangereux 17 05 03* (89,24 t) sont envoyés pour élimination dans une ISDND de Vendée ; - certaines filières de traitement des déchets produits, indiquées dans GEREP, n'ont pas été retrouvées dans le registre généré à partir des données issues de Trackdéchets et du RNDTS ; - en 2023, les tonnages totaux en déchets dangereux déclarés dans GEREP et issus de Trackdéchets sont également différents et les tonnages par code déchets sont également différents.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit veiller à la cohérence des données saisies dans les différents outils de traçabilité à savoir Trackdéchets, les registres (RNDTS et registres internes) et la déclaration GEREP. En particulier, le code de l'opération de traitement réalisée sur site ou de celle effectuée pour les déchets sortants du site doit correspondre à l'opération réellement réalisée. Ces points seront à modifier pour la prochaine déclaration GEREP portant sur l'année 2024.</p> <p>L'exploitant doit de plus préciser la raison pour laquelle les déchets 20 03 06 sont présents dans Trackdéchets et pas dans GEREP, le traitement réalisé sur ces déchets et leur destination ultérieure et préciser la destination exacte des 89,24 tonnes de déchets classés 17 05 03* et indiqués dans GEREP comme envoyés en ISDND.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2020, article IX.4.3 1)
Thème(s) : Risques chroniques, Procédures d'information et d'acceptation préalables
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour être admis sur le site, les terres et matériaux satisfont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à la procédure d'information préalable et d'acceptation préalable visées à l'article IX.4.3.1 [...] <p>1) Information préalable et acceptation préalable</p> <p>Avant toute arrivée sur site, le producteur du déchet renseigne une fiche d'identification préalable (FIP). Cette fiche comporte les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les renseignements administratifs concernant la source (producteur) et l'origine géographique du déchet, - les caractéristiques principales du déchet : la nature, la quantité estimée, le mode de conditionnement, - l'apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique), - pour les terres et matériaux potentiellement impactés : <ul style="list-style-type: none"> * les résultats de l'analyse des caractéristiques physico-chimiques établies par un laboratoire agréé COFRAC eu égard aux critères d'admissibilité sur site complétée par l'analyse de toutes substances identifiées par le producteur et portée à la connaissance de l'exploitant de la plateforme. [...] * les taux de contamination et la nature des polluants, * toutes observations / informations concernant d'éventuelles suggestions ou contraintes [...], * un résumé de l'historique des activités ayant eu lieu sur le site d'origine ou de l'historique de la pollution si les documents existent ou tout autre document permettant une meilleure compréhension de la pollution en présence, - le code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement, - les propriétés de danger du déchet. <p>Un certificat d'acceptation préalable est remis au producteur par l'exploitant si l'analyse de la FID montre l'admissibilité des terres et matériaux sur le site notamment le respect des critères de l'article IX.4.2.</p> <p>Le CAP précise la nature des opérations de traitement et la ou les filières envisagées.</p> <p>La durée de validité de la FID et du CAP est au maximum de 1 an.</p> <p>Les FID et CAP sont consignés dans un registre sur le site.</p> <p>Constats :</p> <p>Les déchets réceptionnés font préalablement l'objet d'échanges avec le service commercial du site avec la transmission d'une fiche d'information préalable et la réalisation d'analyses par le producteur des déchets. Si le déchet peut être pris en charge sur le site, l'exploitant délivre un certificat préalable (CAP) sur la base de la FIP et des analyses réalisées. Un rendez-vous est alors pris pour la réception des déchets sur le site.</p> <p>Pour les 4 apporteurs de déchets visés par les bordereaux listés dans le point de contrôle n°1, les résultats des analyses préalables, les FIP associées, le CAP et les analyses à réception sur site, pour chacun des lots constitués, ont pu être consultés lors de la visite en particulier celles portant sur les PCB, exceptées celles concernant l'acceptation des déchets relevant du CAP n°H000243 (lot n°1 évacué pour élimination en mars 2024 et lot n°6 en cours d'analyse lors de la visite d'inspection). Le lien entre les producteurs de déchets et les lots constitués présents ou non sur le site a pu être retrouvé rapidement grâce en particulier aux différents CAP émis (le numéro de CAP étant la référence pour un chantier). Il ressort de l'ensemble des éléments consultés que tous les lots concernés ont une teneur en PCB très inférieure à la valeur de 50 ppm définie dans la</p>

réglementation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées les résultats de l'analyse réalisée suite à l'acceptation des déchets constituant les lots 1 et 6 du CAP n° H000243.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N°6 : Admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2020, article IX.4.3 2)
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles à l'arrivée
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2) [...] Il est interdit pour constituer un lot de regrouper des terres provenant de chantiers différents ou présentant des constats organoleptiques hétérogènes. [...]</p> <p>Un accusé de réception du lot est délivré au producteur</p>
<p>Constats :</p> <p>A l'arrivée sur site, l'exploitant vérifie et signe le BSDD généré par Trackdéchets pour chaque déchet dangereux, ou le BSD papier pour les déchets non dangereux si Trackdéchets n'a pas été utilisé. Un bon de pesée est également émis pour chaque camion entrant sur le site constituant l'accusé de réception du lot délivré au producteur.</p> <p>Les lots sont constitués par chantier. Un lot représente une dizaine de camions (environ 300 t) provenant d'un même chantier. Lorsque le lot est fini, un prélèvement est réalisé pour analyse conformément aux dispositions prévues dans l'AP du site (laboratoire EUROFINS). En fonction des résultats de ces analyses, le traitement des terres et leur orientation finale est définie.</p> <p>Des résultats d'analyses ont été consultés par sondage lors de la visite afin notamment de vérifier la teneur en PCB des déchets des BSDD listés dans le point de contrôle n°1. Les résultats consultés ne montrent pas de dépassement des seuils définis dans l'AP du site.</p> <p>Des chargements de terres provenant de chantiers différents ne sont pas mélangés lors du déchargement des camions sur site. La séparation des lots a été constatée sur site, chaque tas est identifié individuellement avec un panneau (tableau de localisation des différents lots présents sur le site vu au bureau d'accueil du site). Le lot 2024-07 correspondant à des terres provenant d'un chantier identifié au travers des bordereaux listés au point de contrôle n°1 a été vu et est clairement repéré sur site. C'est le seul lot provenant des BSD précités, en cours de traitement, encore présent dans l'installation.</p> <p>Pas de déchargement de terres vu lors de la visite. Selon l'exploitant, aucun déchet n'a été refusé au jour de la visite.</p>
Type de suites proposées : Sans suite